

No. 35348

**Hungary
and
Switzerland**

Treaty on arbitration and conciliation between the Republic of Hungary and the Swiss Confederation. Budapest, 17 December 1992

Entry into force: 24 April 1995 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 19

Authentic texts: French and Hungarian

Registration with the Secretariat of the United Nations: Hungary, 27 November 1998

**Hongrie
et
Suisse**

Traité d'arbitrage et de conciliation entre la République de Hongrie et la Confédération suisse. Budapest, 17 décembre 1992

Entrée en vigueur : 24 avril 1995 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 19

Textes authentiques : français et hongrois

Euregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Hongrie, 27 novembre 1998

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE

La République de Hongrie et la Confédération suisse,

Désireuses de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la République de Hongrie et la Confédération suisse et de favoriser, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde, le développement de procédures conduisant au règlement pacifique, juste et équitable de leurs différends,

Ont conclu le Traité suivant.

A. NÉGOCIATIONS

Article premier

Les Parties Contractantes s'efforcent de régler leurs différends par la négociation. Si celle-ci n'a pas abouti dans l'année qui suit son ouverture, chaque Partie peut soumettre le différend à la procédure appropriée décrite ci-après.

B. ARBITRAGE

Article 2

Tout différend où les Parties se contestent réciproquement un droit et qui n'a pu être réglé par la négociation dans le délai spécifié à l'article premier peut être soumis par chaque Partie à l'arbitrage au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie.

Article 3

Le tribunal arbitral est ainsi constitué :

a) Dans la notification écrite faite conformément à l'article 2, la Partie qui déclenche la procédure d'arbitrage désigne un membre du tribunal, qui peut être de ses ressortissants.

b) L'autre Partie désigne un deuxième membre, qui peut être de ses ressortissants, dans les 60 jours à compter de la réception de cette notification.

c) Dans les 90 jours à compter de la désignation prévue à la lettre b, les Parties désignent d'un commun accord un troisième membre, qui présidera le tribunal.

d) Toute désignation qui n'est pas intervenue dans un délai de 150 jours à compter de la réception de la notification écrite prévue à l'article 2 est effectuée par le Président de la Cour internationale de Justice parmi des ressortissants d'États tiers. Si le Président est empêché d'accomplir cette tâche, ou s'il est ressortissant de l'une ou de l'autre Partie, les désignations nécessaires sont faites par le Vice Président de la Cour. Si, pour ces mêmes raisons, le Vice-Président ne peut procéder aux désignations nécessaires, celles-ci sont ef-

fectuées par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant ni de l'une ni de l'autre Partie.

Article 4

Une fois constitué, le tribunal arbitral peut, à la requête d'une Partie ou proprio motu, prescrire les mesures conservatoires qu'il juge appropriées pour préserver les droits respectifs des Parties. Celles-ci se conforment à ces mesures.

Article 5

Le tribunal arbitral fixe lui-même son lieu de réunion et sa procédure, après avoir consulté les représentants des Parties. Ce faisant, il respecte les principes de l'égalité des Parties, du caractère contradictoire de la procédure et de la division de celle-ci en une phase écrite et une phase orale.

Article 6

1. Les Parties participent à l'ensemble de la procédure d'arbitrage. L'absence d'une Partie, ou le fait que celle-ci néglige de faire valoir ses moyens, n'empêche pas la continuation de la procédure.

2. Les Parties fournissent au tribunal les pièces et renseignements requis par celui-ci.

Article 7

1. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les neuf mois qui suivent la clôture de la procédure d'arbitrage.

2. La sentence arbitrale, qui doit être motivée, est fondée sur les règles du droit international. A la demande des deux Parties, le tribunal peut statuer ex aequo et bono.

3. La sentence est immédiatement communiquée aux Parties. Elle est obligatoire et définitive pour celles-ci et doit être exécutée de bonne foi.

4. En cas de contestation ou de doute sur le sens et la portée de la sentence, chaque Partie peut, dans les 90 jours à compter de la communication de celle-ci, demander au tribunal de l'interpréter.

C. CONCILIATION

Article 8

Tout différend qui n'a pu être réglé par la négociation dans le délai spécifié à l'article premier et ne relève pas de la catégorie établie à l'article 2 peut être soumis par chaque Partie à la conciliation au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie.

Article 9

La commission de conciliation est constituée de la même manière que le tribunal arbitral, selon ce qui est prévu à l'article 3, sauf que les désignations qui ne sont par intervenues dans le délai spécifié à l'article 3, lettre d, sont effectuées par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Article 10

Une fois constituée, la commission de conciliation peut recommander aux Parties les mesures conservatoires qu'elle estime appropriées. Les Parties informent la commission des dispositions qu'elles ont pu prendre en vue de l'application de ces mesures.

Article 11

1. La commission de conciliation fixe elle-même son lieu de réunion et sa procédure, après avoir consulté les représentants des Parties. Ce faisant, elle respecte les principes de l'égalité des Parties et du caractère contradictoire de la procédure.

2. La commission peut à tout moment suspendre la procédure de conciliation et inviter les Parties à reprendre la négociation en tenant compte, le cas échéant, de ses recommandations.

Article 12

Les Parties participent à l'ensemble de la procédure de conciliation et fournissent à la commission de conciliation les pièces et renseignements requis par elle.

Article 13

1. Dans les neuf mois qui suivent la clôture de la procédure, la commission de conciliation dresse un rapport confidentiel, assorti de recommandations, qu'elle communique promptement aux Parties.

2. Les Parties font savoir par écrit à la commission, dans les six mois qui suivent la communication du rapport de celle-ci, si elles acceptent ses recommandations. L'acceptation par les Parties des recommandations de la commission vaut accord réglant le différend.

Article 14

L'échec de la procédure de conciliation ne délie pas les Parties de l'obligation de poursuivre leurs efforts en vue de régler leur différend par des voies pacifiques.

D. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 15

En attendant le règlement du différend, les Parties s'abstiennent de tout comportement susceptible d'aggraver la situation et de rendre plus difficile ou d'empêcher le règlement du différend par les moyens prévus dans le présent Traité.

Article 16

1. Les Parties peuvent convenir à tout moment de régler un différend par des moyens autres que ceux prévus dans le présent Traité.

2. Les Parties peuvent convenir à tout moment de déroger à des dispositions du présent Traité lorsqu'il s'agit de régler un différend dans le cadre du Traité.

Article 17

Le tribunal arbitral et la commission de conciliation prévus dans le présent Traité décident de leur propre compétence.

Article 18

1. Les membres du tribunal arbitral et de la commission de conciliation reçoivent une indemnité arrêtée par les Parties, qui en supportent chacune une part égale.

2. Chaque Partie assume ses propres frais et la moitié des frais encourus par le tribunal arbitral ou la commission de conciliation.

Article 19

1. Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Berne dans le plus bref délai possible.

2. Le Traité entrera en vigueur avec l'échange des instruments de ratification. Il est conclu pour une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera réputé renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

3. Le Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Hongrie et la Suisse, signé à Budapest le 18 juin 1924, sera abrogé avec l'entrée en vigueur du présent Traité.

4. Si une procédure d'arbitrage ou de conciliation est en cours lors de l'expiration du Traité, elle se poursuivra conformément aux dispositions de celui-ci ou de tout accord que les Parties seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Traité. Fait à Budapest, le 17 décembre 1992, en deux exemplaires originaux, en langues hongroise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la République
de Hongrie :

JÁNOS MARTONYI

Pour la Confédération
suisse :

JAKOB KELLENBERGER

[HUNGARIAN TEXT — TEXTE HONGROIS]

VÁLASZTOTT BÍRÓSÁGI ÉS BÉKÉLTETÉSI

SZERZŐDÉS

A MAGYAR KÖZTÁRSASÁG

ÉS

A SVÁJCI ÁLLAMSZÖVETSÉG

KÖZÖTT

A Magyar Köztársaság és a Svájci Államszövetség.

azt óhajtván, hogy szorosabbra fűzzék a Magyar Köztársaság és a Svájci Államszövetség között fennálló barátság szálait és Európa, valamint a világ békéje és biztonsága érdekében előmozdítsák a vitáik békés, igazságos és méltányos rendezéséhez vezető eljárások kialakítását,

az alábbi Szerződést kötötték:

A. TÁRGYALÁSOK

1. Cikk

A Szerződő Felek arra törekszenek, hogy vitáikat tárgyalások útján rendezzék. Ha a tárgyalások a megkezdésüket követő egy év elteltével nem vezetnének eredményre, a vitát bármelyik Fél az alább leírt megfelelő eljárásnak vetheti alá.

B. VÁLASZTOTT BÍRÁSKODÁS

2. Cikk

A Felek között valamely jog fennállására vonatkozóan kölcsönösen felmerülő minden vitát, amely az 1. cikkben meghatározott határidőn belül tárgyalások útján nem volt rendezhető, bármelyik Fél a másik Félhez intézett írásbeli értesítéssel választott bírósági eljárás elé bocsáthat.

3. Cikk

A választott bíróságot a következőképpen kell megalakítani:

a) Az a Fél, amelyik a választott bírósági eljárást kezdeményezte, a 2. cikknek megfelelően eszközölt írásbeli értesítésben kinevezi a bíróság egy tagját, aki állampolgára is lehet.

b) A másik Fél az értesítés kézhezvételét követő 60 napon belül kinevez egy második tagot, aki állampolgára is lehet.

c) A b) pontban előírt kinevezéstől számított 90 napon belül a Felek közös egyetértéssel kineveznek egy harmadik tagot, aki a bíróság elnöke lesz.

d) Amennyiben a 2. cikkben említett írásos értesítés kézhezvételét követő 150 napon belül nem kerül sor valamely kinevezésre, azt a Nemzetközi Bíróság Elnöke eszközli harmadik államok állampolgárai közül. Amennyiben az Elnök akadályoztatva van e feladat ellátásában, avagy maga is állampolgára az egyik vagy a másik Félnek, a szükséges kinevezést a Bíróság alelnöke eszközli. Amennyiben az alelnök, ugyanezen okok miatt, nem tudná a szükséges kinevezéseket eszközölni, e feladatot a Bíróságnak az a legrégibb tagja látja el, aki nem állampolgára a Felek egyikének sem.

4. Cikk

A bíróság, amint megalakult, a Felek egyikének kérelmére vagy saját elhatározásából (*proprio motu*) jogosult olyan ideiglenes intézkedések meghozatalára, amelyeket megfelelőnek tart a Felek jogainak megóvása érdekében. A Felek kötelesek ezekhez az intézkedésekhez igazodni.

5. Cikk

A bíróság a Felek képviselőivel való konzultációt követően maga állapítja meg üléseinek helyét és eljárási szabályait. Ennek során tiszteletben tartja a Felek egyenjogúságának elvét, az eljárás kontradiktórius jellegét, valamint annak írásos és szóbeli szakaszra való osztását.

6. Cikk

1. A Felek a választott bíraskodási eljárás teljes folyamatában kötelesek részt venni. Az egyik Fél távolléte, vagy az, hogy nem él a rendelkezésére álló eszközökkel, nem akadályozza az eljárás folytatását.

2. A Felek a bíróság rendelkezésére bocsátják az általa kért bizonyítékokat és adatokat.

7. Cikk

1. A választott bíróság az eljárás befejeztét követő kilenc hónapon belül hozza meg döntését.

2. A választott bíróság a megindokolt döntését a nemzetközi jog szabályaira alapozza. A két Fél kérésére a bíróság *ex aequo et bono* hozhatja meg döntését.

3. A döntést haladéktalanul közölni kell a Felekkel. A döntés a Felek számára kötelező, végleges és jóhiszeműen végrehajtandó.

4. A döntés tartalmára vagy jelentésére vonatkozó vita vagy kétség esetén bármelyik Fél az annak közlését követő 90 napon belül kérheti a bíróságtól a döntés értelmezését.

C. BÉKÉLTETÉS

8. Cikk

Minden olyan vitát, amelyet az 1. cikkben meghatározott határidőn belül nem lehetett tárgyalások útján rendezni és amely nem tartozik a 2. cikkben meghatározott kategóriába, a Felek bármelyike békéltető bizottsági eljárás elé terjeszthet a másik Félhez intézett írásbeli értesítéssel.

9. Cikk

A békéltető bizottságot a választott bírósággal azonos módon, a 3. Cikkben előírtak szerint kell megalakítani, azzal az eltéréssel, hogy a 3. Cikk d) pontjában meghatározott határidőn belül meg nem történt kinevezéseket az Európa Tanács főtitkára eszközli.

10. Cikk

A békéltető bizottság a megalakulását követően ajánlásokat tehet a Felek számára az általa megfelelőnek tartott ideiglenes intézkedések meghozatalára. A Felek tájékoztatni kötelesek a bizottságot azokról a rendelkezésekről, amelyeket ezeknek az ajánlásoknak a végrehajtása érdekében foganatosítottak.

11. Cikk

1. A békéltető bizottság a Felek képviselőivel való konzultációt követően maga állapítja meg üléseinek helyét és eljárási szabályait. Ennek során tiszteletben tartja a Felek egyenjogúságának elvét és az eljárás kontradiktórius jellegét.

2. A bizottság bármikor felfüggesztheti a békéltetési eljárást és felhívhatja a Feleket arra, hogy folytassák tárgyalásaikat, adott esetben figyelembe véve a bizottság ajánlásait.

12. Cikk

A Felek a békéltetési eljárás teljes folyamatában kötelesek részt venni és a bizottság rendelkezésére bocsátják az általa kért bizonyítékokat és adatokat.

13. Cikk

1. A bizottság az eljárás befejeztét követő kilenc hónapon belül elkészíti az ajánlásait tartalmazó bizalmas jelentését, amelyet haladéktalanul közöl a Felekkel.

2. A Felek a bizottság jelentésének kézhezvételét követő hat hónapon belül írásban közlik, hogy elfogadják-e annak ajánlásait. A bizottság ajánlásainak a Felek általi elfogadása a vita rendezéséről való megállapodással egyenértékű.

14. Cikk

A békéltető bizottsági eljárás sikertelensége nem mentesíti a Feleket azon kötelezettségük alól, hogy továbbra is békés úton kell keresniük vitájuk rendezését.

D. ÁLTALÁNOS RENDELKEZÉSEK

15. Cikk

A vita rendezéséig a Felek tartózkodni kötelesek minden olyan magatartástól, amely alkalmas lehet arra, hogy súlyosbítsa a helyzetet és megnehezítse vagy megakadályozza a vitának az ebben a Szerződésben előírányzott módon való rendezését.

16. Cikk

1. A Felek bármikor megállapodhatnak abban, hogy valamely vitájukat az e Szerződésben előírányzott módoktól eltérő eljárással rendezik.

2. A Felek bármikor megállapodhatnak abban, hogy vitájuknak e Szerződés alapján való rendezése keretében figyelmen kívül hagyják a Szerződés valamely rendelkezését.

17. Cikk

Az ebben a Szerződésben előírányzott választott bíróság és a békéltető bizottság maga dönt a joghatóságáról.

18. Cikk

1. A választott bíróság és a békéltető bizottság tagjai a Felek által megállapított díjazásban részesülnek, amelyet a Felek egyenlő arányban viselnek.

2. Mindegyik Fél maga viseli saját költségeit, valamint a választott bíróság, illetőleg a békéltető bizottság működésével kapcsolatos költségek felét.

19. Cikk

1. Ezt a Szerződést meg kell erősíteni. A megerősítő okiratokat a lehető legrövidebb időn belül Bernben kell kicserélni.

2. A Szerződés a megerősítő okiratok kicserélésével lép hatályba. A Szerződés a hatályba lépésétől számított öt évig marad érvényben. Amennyiben az e határidő lejártát megelőző hat hónap előtt nem kerül sor a felmondására, a Szerződés újabb öt éves időszakra meghosszabbodik és így tovább.

3. A Szerződés hatályba lépésével egyidejűleg hatályát veszti a Magyarország és Svájc között 1924. június 18-án Budapesten aláírt békéltető eljárási és választott bírósági szerződés.

4. A Szerződés megszűnése időpontjában folyamatban lévő választott bírósági vagy békéltető eljárás a jelen Szerződés rendelkezéseinek, avagy a Felek által ezek helyett kötött megállapodásnak megfelelően folytatódik.

Ennek hitelesül az erre megfelelően felhatalmazottak e Szerződést aláírták.

Készült Budapesten, 1992. december 17-n, két eredeti példányban, magyar és francia nyelven, mindkét szöveg egyaránt hiteles.


A Magyar Köztársaság
nevében


A Svájci Államszövetség
nevében

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TREATY ON ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE REPUBLIC OF HUNGARY AND THE SWISS CONFEDERATION

The Republic of Hungary and the Swiss Confederation,

Wishing to enhance the existing bonds of friendship between the Republic of Hungary and the Swiss Confederation and to promote, in the interest of peace and security in Europe and throughout the world, the development of procedures conducive to the peaceful, just and equitable resolution of their disputes, have concluded the following Treaty:

A. NEGOTIATIONS

Article 1

The Contracting Parties shall endeavour to resolve their disputes through negotiation. If a successful outcome has not been reached within a year following the institution of negotiations, either Party may submit the dispute to the appropriate procedure as described below.

B. ARBITRATION

Article 2

Any dispute in which the Parties are each claiming a right and which it has not been possible to resolve through negotiation within the time-limit specified in article 1 may be submitted by either Party to arbitration by means of a written notification addressed to the other Party.

Article 3

The arbitral tribunal shall be constituted as follows:

(a) In the written notification transmitted in accordance with article 2, the Party initiating the arbitration procedure shall appoint a member of the tribunal who may be one of its nationals.

(b) The other Party shall appoint a second member, who may be one of its nationals, within 60 days of the receipt of such notification.

(c) Within 90 days of the appointment provided in subparagraph (b), the Parties shall, by joint agreement, appoint a third member who shall act as president of the tribunal.

(d) Any appointment that has not been made within 150 days of the receipt of the written notification provided in article 2 shall be made by the President of the International Court of Justice from among the nationals of third States. If the President is unable to perform that task, or if he is a national of one or other of the Parties, the necessary appointment

shall be made by the Vice-President of the Court. If, for the same reasons, the Vice-President cannot make the necessary appointments, they shall be made by the most senior member of the Court who is not a national of either Party.

Article 4

Once constituted, the arbitral tribunal, at the request of one of the Parties or proprio motu, may require any provisional measures that it deems appropriate to preserve the respective rights of the Parties. The latter shall comply with those measures.

Article 5

The arbitral tribunal shall itself determine its meeting place and procedure, after consulting the representatives of the Parties. In so doing, it shall respect the principles of the equality of the Parties, of the adversarial nature of the procedure and its division into a written procedure and an oral procedure.

Article 6

1. The Parties shall participate throughout the arbitral procedure. The absence of one Party, or the fact that it fails to present its case, shall not prevent the continuation of the procedure.
2. The Parties shall provide the tribunal with such documents and information as it may request.

Article 7

1. The arbitral tribunal shall make its award within nine months following the closure of the arbitral procedure.
2. The arbitral award, which shall be substantiated, shall be based on the rules of international law. At the request of both Parties, the tribunal may make its award *ex aequo et bono*.
3. The award shall be communicated immediately to the Parties. It shall be binding and final for them and must be performed in good faith.
4. In the event of any dispute or doubt as to the meaning and scope of the award, either Party, within 90 days of the communication of the award, may request the tribunal to interpret it.

C. CONCILIATION

Article 8

Any dispute that cannot be resolved through negotiation within the time-limit specified in article 1 and which does not fall within the category specified in article 2 may be sub-

mitted by either Party to conciliation by means of a written notification addressed to the other Party.

Article 9

The conciliation commission shall be constituted in the same manner as the arbitral tribunal, as provided in article 3, except that the appointments that have not been made within the time-limit specified in article 3 (d) shall be made by the Secretary-General of the Council of Europe.

Article 10

Once constituted, the conciliation commission may recommend to the Parties any provisional measures that it deems appropriate. The Parties shall inform the commission of the arrangements they have been able to make to give effect to such measures.

Article 11

1. The conciliation commission shall itself determine its meeting place and procedure after consulting the representatives of the Parties. In so doing, it shall respect the principles of the equality of the Parties and the adversarial nature of the procedure.

2. The commission may at any moment suspend the conciliation procedure and call on the Parties to resume negotiation bearing in mind, where appropriate, its recommendations.

Article 12

The Parties shall participate throughout the conciliation procedure and shall provide the conciliation commission with such documents and information as it may request.

Article 13

1. Within the nine months following the closure of the procedure, the conciliation commission shall prepare a confidential report, including recommendations, which it shall communicate promptly to the Parties.

2. The Parties shall notify the commission, within six months following the communication of its report, whether they accept its recommendations. Acceptance of the Commission's recommendations by the Parties shall be deemed to constitute an agreement resolving the dispute.

Article 14

Failure of the conciliation procedure does not relieve the Parties of the obligation to continue their efforts to resolve their dispute by peaceful means.

D. GENERAL PROVISIONS

Article 15

Pending the resolution of the dispute, the Parties shall refrain from any conduct likely to aggravate the situation and to hinder or prevent the resolution of the dispute by the means provided in this Treaty.

Article 16

1. The Parties may agree at any time to resolve a dispute by means other than those provided in this Treaty.

2. The Parties may agree at any time to depart from the provisions of this Treaty with a view to resolving a dispute within the framework of the Treaty.

Article 17

The arbitral tribunal and the conciliation commission provided in this Treaty shall rule on their own competence.

Article 18

1. The members of the Arbitral Tribunal and of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by the Parties the cost of which shall be borne by them in equal proportions.

2. Each Party shall bear its own expenses and half the expenses of the arbitral tribunal or the conciliation commission.

Article 19

1. This Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

2. The Treaty shall enter into force upon the exchange of the instruments of ratification. It is concluded for a period of five years from its entry into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to have been renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

3. The Treaty of Conciliation and Arbitration between Hungary and Switzerland, signed at Budapest on 18 June 1924, shall be abrogated upon the entry into force of this Treaty.

4. If an arbitration or conciliation procedure is in progress at the time of the expiry of the Treaty, such procedure shall continue in accordance with the provisions of the Treaty or of any alternative agreement that may be reached by the Parties.

In witness whereof, the plenipotentiaries have signed this Treaty. Done at Budapest on 17 December 1992 in two originals, in the Hungarian and French languages, both texts being equally authentic.

For the Republic of Hungary:

János Martonyi

For the Swiss Confederation:

JAKOB KELLENBERGER

